

# Le débat existe bel et bien...

A propos des actes du colloque 'Les courants politiques et la Résistance: continuités ou ruptures?'<sup>1</sup>

*Les colloques sur l'histoire contemporaine luxembourgeoise sont plutôt rares. L'initiative venait cette fois des Archives Nationales de Luxembourg et le sujet concernait 'Les courants politiques et la résistance: continuités ou ruptures?'. Pour décloisonner la problématique et éviter une approche trop centrée sur le Luxembourg, un ensemble de chercheurs étrangers de qualité avait été invité<sup>2</sup>. Le colloque avait d'ailleurs été organisé en collaboration avec le Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés Contemporaines (CEGES) de Bruxelles. Un an à peine après la tenue de cette manifestation, les Archives nationales viennent de publier les actes du colloque.*

Benoît Majerus

Les organisateurs n'ont pas encore été touchés par la vague historiographique de l'égo-histoire qui conduit les auteurs à révéler leurs motivations personnelles dans le choix du sujet abordé. Or, le contexte 'politique' du colloque me semble non négligeable et aurait dû être mis en exergue. Depuis quelques années, en effet, l'idée de confier le titre de 'résistant' aux volontaires des Brigades internationales partis en Espagne entre 1936 et 1938 fait son petit bonhomme de chemin. L'un des initiateurs du colloque, Serge Hofmann, n'est d'ailleurs pas étranger à cette initiative; il s'est déjà positionné en octobre 1996 contre une conception de la résistance limitée

à la Deuxième Guerre mondiale stricto sensu (1940-1944/45)<sup>3</sup> Evoquer les éléments de la problématique, d'ailleurs ignorée par de nombreux participants étrangers, aurait peut-être permis de fournir un fil rouge aux communications, aux échanges entre les intervenants et le public. La conférence aurait donc dû permettre sinon de trancher le débat, au moins de l'enrichir grâce à des apports factuels et interprétatifs nouveaux.

Lors du colloque, ce dernier point avait déjà suscité des critiques dans la presse, notamment dans *forum*, où Michel Pauly titrait de manière désillusionnée "Nichts Neues von den Luxemburger Resistenz-Historikern". Romain Hilgert relevait le même phénomène lorsqu'il affirmait que cette conférence avait de nouveau démontré "in welchem Umfang viele Historiker sich seit ihrem Eintritt ins Lehrfach nur noch selbst resümieren und paraphrasieren"<sup>4</sup> A la lecture des Actes, cette impression se vérifie *partiellement*. Ainsi Lucien Blau reprend tout simplement des paragraphes entiers de sa thèse (publiée) dans sa contribution sur "Idéologie et discours politique de la Droite et de l'Extrême-Droite au Luxembourg au cours des années '30 et '40" (p. 37-63). L'article de Paul Dostert contient également quelques éléments déjà présents dans sa contribution au colloque de 1995.<sup>5</sup>

Mais des contre-exemples existent aussi et ils sont plus nombreux. Pour ne déborder les limites impartis à un compte rendu, je me contente-

Le rapatriement des dépouilles mortelles de maquisards après la guerre à Esch-sur-Alzette (1946)



rai de deux exemples. Les premiers résultats des recherches de Marc Kayser et Marc Limpach sur Albert Wingert et le mouvement de résistance ALWERAJE sont particulièrement riches. Certes Wingert semble être un personnage particulièrement gratifiant pour tout historien, vu la diversité de son parcours: professeur dans la Sarre dans les années vingt et trente où il devient témoin d'un nationalisme allemand particulièrement virulent; après son retour au Luxembourg en 1933, membre de plusieurs organisations situées à gauche de l'échiquier politique; pendant l'occupation fondateur d'un groupe de résistance qui se caractérise par l'importance accordée à l'antifascisme; enfin, après la guerre participant supposé à un putsch imaginaire contre le gouvernement. Le travail de Kayser et Limpach se caractérise non seulement par une recherche archivistique approfondie et par une connaissance détaillée de la littérature tant luxembourgeoise qu'étrangère, mais aussi par une volonté manifeste de ne pas se limiter à une histoire factuelle mais de placer les résultats obtenus dans un cadre plus large. Marc Schoentgen, de son côté, poursuit sa réflexion sur les héritages de la Deuxième Guerre mondiale. Après avoir analysé les lieux et les dates de mémoire<sup>6</sup>, il opte pour une approche plutôt institutionnelle des différents mouvements, et examine la place des résistants dans la société luxembourgeoise entre 1945 et 1970. Il en arrive à un bilan contrasté: d'une part, aucun mouvement politique uni procédant de la résistance ne réussit à émerger dans l'après-guerre, d'autre part les nombreuses organisations de résistants constituent des groupes de pression non-négligeables dans la vie politique luxembourgeoise.

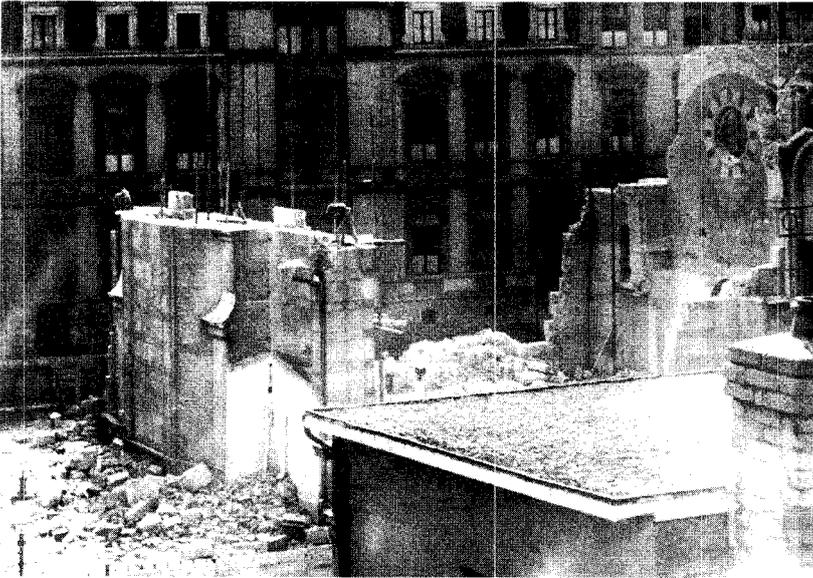
Mais cette question du recyclage de textes (une pratique qui n'est d'ailleurs pas spécifique au Luxembourg comme le montre la contribution de Dominique Veillon sur "Les Villes dans la résistance française") me semble cependant secondaire dans l'évaluation de ce colloque. Le grand mérite de celui-ci est d'avoir brisé une image d'Épinal particulièrement tenace, celle de l'absence de débat historiographique dans ce pays. Au moins pour ce sujet - la résistance au Luxembourg - des différences d'interprétation existent; elles sont discutées contradictoirement avec renvoi implicite aux thèses qu'on attaque. Le débat est définitivement sorti des "coulisses" (Hoffmann, p. 384). Ainsi les contributions de Lucien Blau et d'André Grosbusch ("L'église catholique face aux défis de la politique nationale et internationale des années '30 et son apport à la Résistance sous l'Occupation" p. 64-113) offrent des interprétations divergentes en partant partiellement des mêmes textes. André Grosbusch relativise les résultats de Blau qui parle d'un antisé-



La cérémonie d'admission aux HJ et au BDM a lieu dans la salle plénière de l'ancienne Chambre des Députés

mitisme prononcé dans la presse catholique de l'entre-deux-guerres. Il souligne le nombre limité d'articles incriminés sur une période de vingt ans. Grosbusch parle plutôt d'une "passivité" (p. 89) regrettable du *Luxemburger Wort* et de l'église officielle. Mais son article prend parfois un ton trop apologétique notamment en ce qui concerne l'attitude très ... prudente de Mgr Philippe. Il serait intéressant de voir les deux auteurs confronter leur vision avec les débats qui traversent aujourd'hui l'historiographie internationale sur le sujet et qui traitent de la question de savoir jusqu'à quel point l'antijudaïsme catholique présente des éléments d'un antisémitisme moderne (économique, social...), voire biologique<sup>7</sup>.

Que le débat sur la question fondamentale du colloque - résistance patriotique ou idéologique - est loin d'être clos ressort clairement de ces actes. Dans sa contribution portant le titre révélateur "Vive Letzebuerg - Vive Charlotte", Paul Dostert continue d'affirmer que c'est la "politique annexionniste qui provoqua la résistance des Luxembourgeois" (p. 371), et donc de pencher pour la prééminence de l'élément patriotique. Dans de nombreux autres articles, le caractère idéologique - c'est-à-dire antifasciste - se voit accorder plus d'importance. Ainsi Serge Hofmann croit que "le combat de la Résistance luxembourgeoise ne peut être ramené à une simple lutte patriotique" (p. 403). S'il a raison de souligner que le combat contre la *dictature* nazie figurait parmi les justifications de la plupart des mouvements, d'autres pans de son argumentation sont moins convaincants. Notamment, les interviews réalisées soixante ans après les événements sont trop pris pour argent comptant. Le vocabulaire employé par ces personnes ressemble plus à celui des années 90 qu'à celui qu'elles ont



Démolition de la synagogue à Luxembourg en 1943

pu tenir entre 1940 et 1945. Un des interviewés souligne un processus qui semble à première vue intéressant et même plausible “La ‘notion de liberté’, synonyme pour les uns d’indépendance (du pays), et qui prend peu à peu une signification différente pour les autres, qui y voient une défense des libertés individuelles face à un régime dictatorial basé sur la terreur” (p. 390). Or comme Lucien Blau l’a montré, les programmes politiques des mouvements de résistance situés à droite ne se ‘démocratisent’ guère avec le temps. Si l’élément antifasciste a donc certes été négligé jusqu’à présent et même quelquefois simplement nié (cfr. l’absence de référence à la résistance communiste ou étrangère notamment italienne dans quelques ouvrages), “ la résistance des Luxembourgeois fut d’abord patriotique “ (p. 403) comme le conclut même Serge Hoffmann à la fin de son analyse. Fabrice Maerten arrive à la même conclusion pour la Belgique, qui présente une situation plutôt similaire à celle du Luxembourg (p. 352).

Reste la question de savoir si la notion de résistance peut être utilisée en dehors des années d’occupation. Certes, Henri Wehenkel a raison de souligner que la résistance “ne surgit pas ex nihilo” (p. 139). Néanmoins deux remarques s’imposent. D’abord, un combat antifasciste dans les années trente peut mener à une résistance à l’occupant allemand. Mais il ne s’agit ni d’une condition sine qua non - voir la droite luxembourgeoise dont des membres font aussi le choix de résister - ni d’une suite nécessairement logique. Deux exemples suffisent à illustrer ce propos. Ainsi, malgré une forte opposition à la loi muselière, le parti socialiste luxembourgeois adopte une attitude passive pendant la guerre. Par ailleurs, Rudi van Doorslaer a souligné le fait

que peu de combattants des Brigades internationales reprennent la lutte antifasciste lors de l’occupation de la Belgique; quelques-uns choisissent même le camp opposé en s’engageant dans les *Waffen-SS*<sup>8</sup>. Ensuite, la naissance du terme ‘Résistance’ semble, dans l’historiographie européenne, être étroitement liée à l’occupation. Dans le cadre d’une réflexion plus théorique, la chercheuse française Alya Aglan écrit “ l’acte de résister s’inscrit à l’origine dans la tension entre le fait et le droit. Quand le droit devient un simple fait positif (légalité imposée par un régime étatique), c’est alors la légitimité d’un droit supérieur (plus vrai/plus juste) qui lui est opposée” (p. 236). S’il y a donc des liens entre la “prise de conscience antifasciste” et la “résistance active” (Wehenkel, p. 138), les deux ne sont pas identiques. Vouloir classer la dénonciation des crimes communistes par l’Eglise (luxembourgeoise) “sous le chapitre de la Résistance” (p. 107) comme le propose André Grosbusch me semble relever d’un manque de respect pour les résistants de la Deuxième Guerre mondiale (mais aussi pour les combattants d’Espagne). Attaquer dans la presse un ennemi idéologique qui est particulièrement faible au Luxembourg, ne peut être qualifié de ‘résistance’.

En comparant les contributions luxembourgeoises à celles présentées par les chercheurs étrangers, un phénomène est particulièrement frappant. Sans vouloir plaider pour une théorisation à outrance dans l’écriture de l’histoire, une certaine conceptualisation de la problématique pourrait s’avérer stimulante pour l’historiographie luxembourgeoise. D’autant plus, que notamment grâce au renouveau historiographique en France autour de la notion de ‘Résistance’, les cadres d’analyse existent. A ce sujet, je renvoie particulièrement aux travaux de Wiewiorka, Marcot et Aglan, ces deux derniers participant d’ailleurs au colloque. D’autre part, une gradation du terme ‘Résistance’ pourrait s’avérer intéressante. Lors d’une discussion méthodologique en Allemagne au début des années 90, Ian Kershaw avait proposé de parler de ‘dissension’, d’opposition’ et de ‘résistance’, terminologie qui me semble aussi applicable à la société luxembourgeoise<sup>9</sup>.

Comme je l’ai déjà souligné, les grands mérites du colloque et des Actes sont d’exister et on ne peut qu’en féliciter les organisateurs de ce colloque. Le monde des historiens luxembourgeois a trop rarement la possibilité de présenter ses résultats dans un tel cadre. Ensuite, il a permis de lancer un débat qui n’est pas encore clos. A la fin de ce compte rendu faisons part tout de même un petit regret au niveau éditorial: certes la publication des Actes d’un colloque ne doit pas avoir la même qualité que, par exemple, les

ouvrages publiés par le Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg. Néanmoins, on regretta la présence de coquilles particulièrement nombreuses dans quelques articles.

<sup>1</sup> *Les courants politiques et la Résistance: Continuités ou ruptures?*, Luxembourg, Archives Nationales, 2003, 581 p., 15 euros.

<sup>2</sup> Il faut en effet souligner la qualité des invités étrangers qui sont considérés dans leurs pays respectifs comme faisant partie des meilleurs spécialistes de la question, notamment Steinbach pour l'Allemagne, Gotovitch pour la Belgique et Marcot pour la France. Je ne vais discuter leurs contributions qu'en relevant les points qui sont particulièrement intéressants pour le Luxembourg.

<sup>3</sup> HOFFMANN, Serge, "Le Grand-Duché face à la guerre civile espagnole (1936/1939)", in: *Tageblatt*, 19/20 octobre 1996, p. 14-15.

<sup>4</sup> PAULY, Michel, "Nichts Neues von den Luxemburger Resistenz-Historikern", in: *forum*, n°216, mai 2003; HILGERT, Romain, "Kriegsbilder und Bilderkrieg", in: *d'Land*, 17 mai 2002, p. 9.

<sup>5</sup> DOSTERT, Paul, "La Résistance luxembourgeoise pendant la seconde guerre mondiale et la reprise politique de 1944/45", in: POLFER, Michel (éd.), *Les années trente, base de l'évolution économique, politique et sociale du Luxembourg d'après-guerre*, Luxembourg, 1996, p. 25-50.

<sup>6</sup> SCHOENTGEN, Marc, "Zwischen Erinnern und Vergessen. Das Gedenken an den Zweiten Weltkrieg in den 1950er Jahren", in: WEY, Claude (dir.), *Luxemburg in den 50er Jahren. Eine kleine Gesellschaft im Spannungsfeld von Tradition und Modernität*, Luxembourg, 1999, p. 265-294.

<sup>7</sup> BLASCHKE, Olaf, MATTIOLI, Aram (Hg.), *Ursachen des katholischen Antisemitismus im Vergleich. Schweiz, Deutschland, Österreich, Frankreich und Italien im 19. Jahrhundert*, Zürich, 1999.

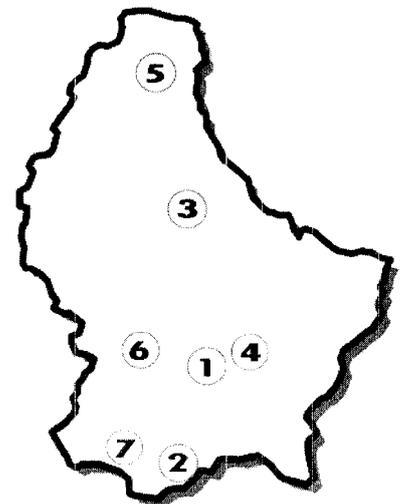
<sup>8</sup> VAN DOORSLAER, Rudi, "Les volontaires gantois pour les Brigades internationales en Espagne. Motivations du volontariat pour un conflit politico-militaire", in: *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, 6, 1980, p. 145-188.

<sup>9</sup> KERSHAW, Ian, *Der NS-Staat. Geschichtsinterpretation im Überblick*, Reinbek, 1994, p. 301.



# NATURATA

## d'Butteker vun de Bio-Bauerer



- ① Luxembourg/Rollingrgrund
- ② Dudelange
- ③ Ettelbrück
- ④ Munsbach-OIKOPOLIS NEU
- ⑤ Hupperdange/Schanck-Haff
- ⑥ Capellen/Wilhelm-Haff
- ⑦ Esch/Alzette NEU

